



## RETRAITES : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Par Natacha Polony

**I**nter ligere: en latin, relier les choses entre elles. Il semblerait que nous manquions cruellement d'intelligence collective. De cette capacité à relier entre eux les grands sujets de débat pour nous entendre sur l'état des lieux de la France et sur

la direction vers laquelle nous voudrions tendre. On parle des retraites ? Le libre-échange, la dérégulation, c'est hors sujet ! L'école, l'orientation ? Hors sujet également ! L'absence totale de politique familiale ? Hors sujet, encore ! La paresse, ça, c'est bien, ça, c'est dans le sujet. Droit à la paresse pour les uns, « idée bobo d'une société sans effort » pour les autres. Heureusement, pour les acteurs de cette triste farce – Sandrine Rousseau, Gérard Darmanin et les autres –, qu'ils peuvent se tenir par la barbichette...

Aussi, tentons de le dresser, cet état des lieux. Tentons de comprendre ce qu'un débat sur une réforme des retraites devrait intégrer pour prétendre préparer notre avenir et concourir au bien commun. Premier point, l'urgence serait de sortir des poncifs sur le travail, que les Français n'aimeraient pas, qu'ils auraient tort ou raison de ne pas aimer. Au moins peut-on se réjouir d'avoir vu surgir à l'occasion du Covid des réflexions sur le travail, son organisation, son sens, quand le débat, depuis des décennies, se concentrait sur l'emploi. Réfléchir au travail, c'est constater que l'on peut à la fois s'inquiéter des discours présentant le travail uniquement comme une torture dont la retraite nous délivrerait et constater la destruction par le management moderne et les impératifs de profit de ce qui pouvait permettre à des travailleurs de s'épanouir dans leur activité. Le travail nous constitue et nous inscrit dans une communauté humaine, à condition que les modalités de ce travail ne nous réduisent pas à l'état d'objet, de rouage de la machine économique.

**Là encore, relier les choses entre elles :** les élites françaises, dans les années 1980 et 1990, ont fait le choix de la désindustrialisation. Par idéologie. Les emplois de service, c'était la modernité, la « société de la connaissance ». On pouvait laisser aux Chinois, plus tard à l'Europe de l'Est, ces usines polluantes où l'on travaille à la chaîne. Le résultat ? Des emplois qualifiés pour lesquels on allonge indéfiniment la durée des études (sans qu'il soit prouvé qu'un master en marketing soit autre chose qu'un bout de papier dont la mention « bac + 5 » est censée garantir un salaire important). Les jeunes Français entrent tard sur le marché du travail. Ce sont autant de cotisants en moins. Et les autres, ceux qui ne sont pas faits pour les études longues et l'abstraction ? Il leur reste ces emplois peu qualifiés dans le tourisme ou la restauration, qui

nécessitent souvent des horaires décalés, ou les emplois d'aide à la personne, essentiels mais durs, peu protégés, et souvent financés par la collectivité. Or, pour financer correctement ces emplois, la collectivité a besoin de faire rentrer des prélèvements obligatoires. Comment fait-on quand la libre circulation des capitaux permet à de grands groupes d'échapper à l'impôt ? Comment fait-on quand on n'a plus d'emplois industriels ?

**Continuons à tirer la bobine.** La désindustrialisation de la France trouve aussi son origine dans le choix d'arrimer économiquement la France à l'Allemagne et le franc au mark pour préparer cette monnaie unique qui devait être la première pierre d'une fédération européenne. Une monnaie forte, trop forte pour l'économie française, mais de nature à rassurer une Allemagne dont le déclin démographique est depuis longtemps engagé. Le poids politique des retraités allemands explique ce choix d'une lutte

farouche contre l'inflation, dont le but était de garantir la stabilité d'un système de retraite mêlant répartition et capitalisation. Dans une telle configuration ne reste qu'une seule variable d'ajustement : l'emploi. Les jeunes, notamment dans une France plus dynamique démographiquement, sont les premières victimes de ce système entièrement conçu au profit des épargnants. Ces mêmes jeunes à qui l'on vient reprocher aujourd'hui de se préoccuper de leur retraite, eux qui n'ont accès ni à des logements à prix décent ni à des emplois leur permettant

de faire face à l'inflation des dépenses contraintes.

**Car, si l'on tire encore un peu sur la bobine, on trouve cette question essentielle du rapport entre générations.** Rien de plus idiot, bien sûr, que cette expression, « O.K. boomeur », censée clore le bec à des adultes accusés de tous les maux, en particulier climatiques. Mais doit-on pour autant s'interdire de remarquer que les « baby-boomeurs » sont sans doute la seule génération de ces derniers siècles à avoir vécu mieux que ses parents et mieux que ses enfants ? L'avantage d'avoir toujours pesé démographiquement... et électoralement. Tous ne sont pas pour cette réforme des retraites qu'ils ont refusée pour eux-mêmes, tous n'ont pas validé le système tel qu'il est, au nom de l'idéal européen, du progressisme et du dépassement des nations. Mais une part significative. Est-ce la raison pour laquelle il n'est pas question de baisser les plus hautes pensions, alors même qu'Emmanuel Macron, en 2017, prônait un nécessaire rééquilibrage générationnel au profit des jeunes et des actifs ?

L'urgence, aujourd'hui, est de rassembler la Nation. De valoriser le travail et la production. De protéger ceux qui produisent ici dans des conditions décentes. De recréer de la richesse et de la répartir. ■

L'URGENCE EST  
DE RASSEMBLER  
LA NATION.  
DE VALORISER LE TRAVAIL  
ET LA PRODUCTION. DE  
RECRÉER DE LA RICHESSE  
ET DE LA RÉPARTIR.